

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/TPR/G/85/LCA
7 mai 2001

(01-2232)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

SAINTE-LUCIE

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement de Sainte-Lucie est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur Sainte-Lucie.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	5
II. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL	5
III. POLITIQUE COMMERCIALE	7
IV. INTÉGRATION RÉGIONALE	15
V. PARTICIPATION À L'OMC	15
VI. COORDINATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC	16
VII. DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE	17
VIII. NÉGOCIATIONS PRESCRITES	19
IX. L'EXERCICE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES	19
X. CONCLUSION	19

I. INTRODUCTION

1. Sainte-Lucie est membre de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) et se trouve entre la Martinique et Saint-Vincent. L'île est peuplée de 150 000 habitants et a une superficie de 616 km². Sa topographie se caractérise par des montagnes escarpées entre lesquelles s'intercalent des vallées et de petites rivières. Il y a deux aéroports principaux; l'un, régional, est situé au nord de l'île, et l'autre, international, au sud.

2. Sainte-Lucie étant un petit pays, sa croissance et sa capacité de soutenir efficacement la concurrence dans le système commercial libéralisé sont entravées par des conditions économiques très difficiles. Le marché intérieur est réduit et l'activité économique relativement faible. En raison de sa petite taille, Sainte-Lucie est structurellement désavantagée par rapport à des pays plus grands car elle ne peut pas bénéficier des économies d'échelle indispensables pour être compétitive au plan international dans la production de biens et de services.

3. L'absence de ressources naturelles aggrave les difficultés économiques alors que les efforts visant à diversifier l'économie sont tenus en échec et que le pays est contraint de rester tributaire d'un petit nombre de secteurs économiques.

4. La population active est également limitée par le petit nombre d'habitants. L'insuffisance de l'offre de main-d'œuvre contribue dans une large mesure au manque de diversification de l'économie. Ce problème est aggravé par le manque de possibilités de formation et d'infrastructure pour l'éducation, par le coût élevé de la formation à l'étranger et par l'exode des travailleurs qualifiés.

II. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL

Résultats économiques récents

5. Les principaux secteurs économiques de Sainte-Lucie sont les services, l'agriculture et les industries manufacturières. Sainte-Lucie exporte principalement des bananes, des services, des ouvrages en carton, des produits électroniques et électriques et des aliments transformés, et elle importe surtout des produits manufacturés, des produits alimentaires, des biens d'équipement, des combustibles et des produits chimiques. Ses principaux partenaires commerciaux sont les suivants: pour les exportations - le Royaume-Uni, d'autres pays européens, les États-Unis et la CARICOM; pour les importations - les États-Unis, la CARICOM, le Royaume-Uni, le Japon, d'autres pays européens et le Canada.

6. La croissance économique s'est nettement ralentie, passant de 3,5 pour cent en 1999 à 0,7 pour cent, selon les estimations, en 2000. Ce recul a concouru avec le ralentissement de l'activité économique chez les principaux partenaires commerciaux des pays membres de l'OECS au cours des derniers mois de 2000, ainsi qu'avec la diminution des recettes générées par les bananes, les prix élevés du pétrole et leur tendance générale à la hausse, et la dépréciation de la livre sterling. Le taux de croissance positif très modeste obtenu en 2000 a été dû principalement à la politique budgétaire rigoureuse et prudente appliquée par le gouvernement pour gérer l'économie en dépit de perturbations extérieures.

7. Le taux de chômage a baissé, passant de 21,5 pour cent en 1998 à 15,5 pour cent en 2000. En outre, Sainte-Lucie est parvenue à maintenir un taux d'inflation relativement stable de 3,5 pour cent en 2000, malgré la hausse marquée et durable des prix des combustibles. C'est un grand succès de la politique du pays. L'endiguement de l'inflation reste un objectif hautement prioritaire pour le gouvernement, mais il a un coût très élevé lorsqu'il faut y parvenir alors que les prix des combustibles

augmentent rapidement. À l'heure actuelle, le prix du pétrole sur le marché est relativement stable. Son évolution future est toutefois incertaine du fait de la forte volatilité des prix.

Structure des échanges

8. Les bananes ont toujours été la principale source de recettes d'exportation, avec environ 56 pour cent des recettes d'exportation totales. Toutefois, des obstacles à la production dans le secteur agricole ainsi que des événements défavorables dans le domaine du commerce international, surtout la décision négative de l'Organe de règlement des différends de l'OMC concernant l'affaire des bananes et la révision des arrangements préférentiels de l'UE qui en a résulté, ont entraîné un recul considérable des résultats du secteur. Étant donné le rôle essentiel de la production de bananes dans le pays, la persistance de cette tendance défavorable pourrait anéantir l'économie de Sainte-Lucie.

9. Sainte-Lucie est partie à trois principaux arrangements commerciaux préférentiels: le programme CARIBCAN, l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes (IBC/CBTPA) et l'Accord entre les États ACP et l'UE (Accord de Cotonou).

10. En vertu de l'Accord CARIBCAN, Sainte-Lucie bénéficie de la franchise de droits pour certains produits exportés au Canada, qui est l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Pour être admis à ce régime, les produits doivent être finis à 60 pour cent à leur sortie d'usine à Sainte-Lucie ou dans tout autre pays signataire de l'Accord CARIBCAN. Certains produits sont exclus du champ d'application de cet accord, à savoir les textiles, les vêtements, les chaussures, le méthanol, les huiles lubrifiantes, les articles de voyage et autres articles en cuir. Sainte-Lucie a participé à des réunions préparatoires en vue des négociations visant à l'établissement d'une relation commerciale plus approfondie entre le Canada et les États membres de la CARICOM. La CARICOM est le quatrième partenaire commercial du Canada.

11. L'Accord IBC prévoit l'admission en franchise de droits aux États-Unis de divers produits exportés par Sainte-Lucie. Cet accord comporte des restrictions analogues à celles qui figurent dans l'Accord CARIBCAN, et exclut en outre le thon en conserve, le pétrole et les produits pétroliers. Les règles d'origine sont strictement appliquées dans le cadre de cet accord. En 2000, Sainte-Lucie a été désignée pays bénéficiaire dans le cadre de l'accord résultant de la Loi des États-Unis sur le partenariat commercial avec le Bassin des Caraïbes, qui prorogeait le système des préférences pour faire bénéficier de la parité avec l'ALENA certains articles textiles et vêtements fabriqués à partir de tissus en provenance des États-Unis et des Caraïbes.

12. L'Accord de Cotonou, qui fait suite à la Convention de Lomé, comporte des dispositions relatives au commerce, aux finances et à la coopération technique et économique, ainsi que des dispositions générales concernant les pays ACP sans littoral, moins avancés, ou insulaires. Le chapitre 2 de l'accord prévoit la négociation de nouveaux accords de partenariat économique, compatibles avec les règles de l'OMC, entre l'UE et les États ACP. Un Comité ministériel commercial mixte ACP-CE, créé en vertu de l'article 38 de l'Accord de Cotonou, est chargé d'accorder une attention particulière aux négociations commerciales multilatérales en cours, et d'examiner l'incidence des initiatives visant à accroître la libéralisation sur le commerce entre les pays ACP et l'UE et sur le développement de l'économie des pays ACP en vue de formuler des recommandations concernant la façon de préserver les avantages des arrangements commerciaux ACP-CE. Sainte-Lucie est actuellement membre de ce Comité et devrait par conséquent jouer un rôle capital au cours des négociations à venir.

III. POLITIQUE COMMERCIALE

13. Sainte-Lucie prend très au sérieux les obligations qui lui incombent en tant que Membre de l'OMC. Elle se heurte cependant à de sérieuses difficultés dans un environnement commercial libéralisé. Sainte-Lucie estime que malgré l'engagement pris par le gouvernement de procéder aux ajustements internes nécessaires, les particularités des petits pays en développement insulaires doivent occuper une place prioritaire dans le programme de l'OMC, maintenant que l'Organisation poursuit ses activités au-delà du Cycle d'Uruguay.

14. Sainte-Lucie est une petite économie, géographiquement désavantagée et fortement exposée aux catastrophes naturelles. Peu dotée en ressources naturelles, elle est fortement tributaire de quelques secteurs économiques. En raison de la taille modeste du marché intérieur et des entreprises, il est difficile de réaliser des économies d'échelle. En outre, la diversification économique est laborieuse et les exportations sont concentrées sur un petit nombre de produits et de marchés. De plus, le pays pâtit de carences sur les plans administratif et institutionnel et en matière de ressources humaines qui affectent sa capacité de participer efficacement aux travaux de l'OMC.

15. D'une manière générale, la mondialisation et la libéralisation des échanges internationaux ont entraîné des changements traumatisants dans certains secteurs économiques. Le gouvernement a donc été obligé de repenser ses stratégies en matière de croissance économique et de continuer de rechercher d'autres sources de croissance. Sainte-Lucie sera forcée de procéder à des ajustements, en particulier dans le commerce de détail, les industries manufacturières et l'agriculture, si elle veut surmonter les pressions de la situation mondiale qui influent sur l'économie.

RENFORCEMENT, MODERNISATION ET REPOSITIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE

16. Sainte-Lucie s'est engagée à redéfinir sa position, à établir de nouveaux partenariats économiques et financiers et à diversifier ses choix. Il lui faut continuer à se diversifier et à améliorer sa compétitivité à l'échelle internationale pour accélérer en permanence la croissance à long terme et réduire la vulnérabilité de l'économie aux événements extérieurs, eu égard en particulier aux incertitudes du marché pour le secteur-clé de la banane.

17. Dans le cadre de ses efforts pour réorienter et restructurer l'économie, le gouvernement de Sainte-Lucie a pris des mesures pour stimuler le secteur agricole, tout en opérant une transition progressive vers une économie davantage axée sur les services. Il a également pris des mesures pour consolider les institutions, réformer les lois existantes et soutenir le secteur privé et en assurer l'intégration.

ÉVOLUTION PAR SECTEUR

- **Agriculture**

18. La production agricole est confrontée à de nombreuses difficultés. Elle est assurée par des petites exploitations où les producteurs travaillent sur un terrain escarpé et difficile. L'aménagement des terres et la gestion de l'eau posent donc d'énormes problèmes. Le pays est exposé aux catastrophes naturelles, notamment aux cyclones, aux inondations et aux glissements de terrain. Pays importateur net de produits alimentaires, Sainte-Lucie doit faire de très gros efforts pour surmonter la multitude d'obstacles qui entravent le développement du secteur agricole.

19. Ce secteur change progressivement, la prédominance des bananes étant dans une très faible mesure compensée par la croissance des autres sous-secteurs agricoles, à savoir l'élevage, la pêche et les cultures non traditionnelles.

Bananes

20. Les exportations de bananes sont capitales pour l'économie des États membres de l'OECD en général. À Sainte-Lucie, le nombre de personnes employées dans le secteur de la banane est estimé à 13 836, soit environ 30 pour cent de la population active. Les bananes sont produites dans les régions rurales, où vivent 63 pour cent de la population totale.

21. Sainte-Lucie a toujours exporté des bananes vers le marché européen sur une base préférentielle. En dépit d'une concurrence acharnée, les dispositions spéciales du régime européen ont permis au secteur de rester actif et de croître. Ce régime a toutefois été remis en cause par les États-Unis et l'Équateur, qui ont invoqué son incompatibilité avec les règles de l'OMC. L'Union européenne a en conséquence été obligée de modifier son régime afin de se conformer à la décision rendue par l'OMC en 1999.

22. Sainte-Lucie accueille avec satisfaction l'accord que la Commission européenne a conclu avec les États-Unis pour le différend déjà ancien concernant les bananes. L'accord est une bonne chose car le système "premier venu, premier servi" initialement proposé, qui aurait été dévastateur pour le secteur de la banane des Caraïbes, a été remplacé par un système de contingents tarifaires préférentiel, qui sera administré en fonction de données historiques. Cet arrangement sera en vigueur jusqu'à la fin de 2005. Les nouvelles mesures autoriseront une certaine marge de manœuvre mais il n'est pas certain qu'elles permettront à Sainte-Lucie de continuer à commercialiser des bananes de façon viable. Sainte-Lucie est également préoccupée par le fait que le délai imparti ne sera pas suffisant pour lui permettre d'achever la vaste restructuration du secteur local de la banane.

Pêche

23. Les quantités de poissons débarquées ont augmenté de 8,47 pour cent grâce à des investissements réguliers dans le secteur, destinés en particulier à la création d'infrastructures de pêche. La construction du complexe de pêcheries de Vieux Fort ayant été achevée au début de 2000, le gouvernement de Sainte-Lucie a réservé des fonds pour la construction d'autres complexes dans les villes de Soufrière et de Choiseul. Ces travaux commenceront en novembre 2001 et devraient durer 18 mois.

Cultures non traditionnelles

24. Dans le secteur des cultures non traditionnelles, la production de pamplemousses, de patates douces, d'ignames et d'oranges a augmenté. Les achats de produits agricoles par les hôtels ont augmenté de 14,3 pour cent, traduisant l'intégration plus rapide de l'agriculture et du tourisme.

Diversification de l'agriculture

25. Les améliorations dans l'agriculture sont imputables dans une large mesure aux efforts continus déployés pour diversifier ce secteur, réduire la dépendance à l'égard des bananes et atténuer les répercussions de la baisse de la production de bananes. Cette volonté de diversification est l'un des piliers de la politique quinquennale relative à l'agriculture mise en place par le gouvernement de Sainte-Lucie pour la période 2000-2005. Cette politique définit un cadre destiné à faciliter la

modernisation et la redynamisation du secteur pour lui permettre d'étayer efficacement le développement socio-économique du pays.

26. La politique agricole doit aboutir à une restructuration radicale du secteur agricole. Elle vise 1) à réduire la dépendance du pays à l'égard d'une économie agricole reposant sur la monoculture en relançant le processus de diversification du secteur agricole; 2) à favoriser la mise en place de conditions d'investissement et de fiscalité favorables à la recapitalisation du secteur et à l'augmentation des sources de revenus agricoles; 3) à renforcer les ressources humaines à tous les niveaux dans le secteur; 4) à moderniser la base technologique pour améliorer la productivité agricole, tout en favorisant une utilisation optimale des facteurs de production et l'accroissement de la production agricole; 5) à faciliter la rationalisation de l'utilisation des terres à des fins agricoles; 6) à consolider le système national de commercialisation des produits agricoles en mettant l'accent sur la promotion des produits et le développement des infrastructures et, 7) à préserver les ressources naturelles et la biodiversité du pays, grâce à une approche systémique pour la préservation des écosystèmes terrestres et marins.

- **Services**

Tourisme

27. L'incertitude quant à la viabilité à long terme du secteur de la banane et l'incapacité des cultures non traditionnelles de compenser la baisse des recettes provenant des bananes ont amené Sainte-Lucie à redoubler d'efforts pour diversifier l'économie. En raison surtout de ses nombreux liens avec d'autres secteurs économiques, le tourisme est à l'heure actuelle le secteur qui contribue le plus à l'activité économique de Sainte-Lucie.

28. Le succès du tourisme est cependant subordonné à la viabilité à long terme de l'agriculture. Outre que cette dernière fournit une partie des aliments et des boissons consommés dans les hôtels, elle est également à la base de la priorité nouvelle accordée par Sainte-Lucie à son héritage culturel dans ses efforts pour diversifier ses produits touristiques. L'agriculture est désormais au cœur même du développement durable du tourisme.

29. L'activité dans le secteur du tourisme, mesurée par la valeur ajoutée générée dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie, qui fournit la plus grosse contribution au PIB, a progressé de 2,5 pour cent en 2000. Le sous-secteur des croisières est resté particulièrement dynamique, avec une croissance de 26,3 pour cent.

30. Les États-Unis et l'Europe restent les principaux marchés pour l'offre de tourisme à Sainte-Lucie. En 2000, environ 73 pour cent des touristes séjournant à terre venaient des États-Unis et d'Europe, dont environ 27 pour cent du seul Royaume-Uni. En outre, le nombre de touristes séjournant à terre venus des États-Unis a augmenté de 16,8 pour cent pour s'établir à 97 532 en 2000 et celui des touristes en provenance du Royaume-Uni a progressé de 0,5 pour cent pour atteindre 73 433 personnes. Pour consolider ces tendances et éviter qu'elles ne s'inversent, et compte tenu du ralentissement économique aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, Sainte-Lucie prend des mesures actives pour augmenter sa part sur ces marchés. L'investissement dans l'industrie du tourisme reste soutenu et plusieurs nouveaux projets sont prévus pour les années à venir.

Services financiers

31. Bien que le secteur financier offshore ait enregistré de bons résultats, sa viabilité à long terme n'est pas garantie. Ce secteur doit être régi par une réglementation adéquate et efficacement géré dans

l'ensemble de la région. Ce n'est donc pas par hasard que Sainte-Lucie a pris toutes les mesures indispensables pour faire en sorte que sa zone de responsabilité soit administrée convenablement. Dans le cadre d'un partenariat unique entre le secteur privé et l'État, Sainte-Lucie allie les technologies de l'information et pratiques commerciales les plus efficaces et perfectionnées à un solide ensemble de législations et de réglementations. Le gouvernement de Sainte-Lucie tient à préserver la réputation du pays et veillera donc à renforcer en permanence son infrastructure, son système éducatif et sa législation. Sainte-Lucie applique une politique de gestion adéquate dans le cadre d'un effort régional, et à cet égard, devrait pouvoir obtenir une assistance technique des organisations internationales.

Télécommunications

32. Sainte-Lucie reconnaît que les télécommunications jouent un rôle essentiel pour ce qui est de faciliter les échanges internationaux de biens et de services. C'est pourquoi, depuis octobre 1999, avec cinq autres pays des Caraïbes orientales qui constituent actuellement l'Office des télécommunications des Caraïbes orientales (ECTEL), elle a entamé des négociations avec Cable and Wireless, l'actuel fournisseur, en vue de libéraliser le secteur d'ici 2001. Les négociations ont progressé assez lentement entre 1999 et février 2001, et les deux parties ont réaffirmé alors leur volonté de résoudre les questions en suspens. Conformément à la Loi n° 27 de 2000 sur les télécommunications, le secteur a été libéralisé à compter du 1^{er} avril 2001.

33. Le 7 avril 2001, les pays participant à l'ECTEL et Cable and Wireless ont signé un accord qui énonce les engagements spécifiques devant orienter la libéralisation à compter de cette date. Les parties sont convenues de ce qui suit:

- la libéralisation se fera en plusieurs étapes;
- pendant la première étape, des licences ne seront accordées qu'aux nouveaux venus;
- l'accord vise la fourniture de certains réseaux et services spécifiques;
- l'ouverture du secteur à la pleine concurrence et sa libéralisation interviendront au plus tôt 12 mois après l'entrée en vigueur en avril 2001 et au plus tard 18 mois après cette date;
- les gouvernements feraient tout leur possible pour empêcher le contournement du réseau de Cable and Wireless;
- le rééquilibrage des tarifs locaux par rapport aux tarifs internationaux sera effectué grâce à la communication de toutes les données relatives aux coûts de base et à leur mode de calcul;
- les gouvernements et Cable and Wireless se réuniront régulièrement au cours de la première étape, dans le cadre de trois groupes de travail mixtes chargés des questions suivantes: questions juridiques et réglementaires, tarifs et rééquilibrage et communications.

34. L'infrastructure et les services nationaux de téléphonie mobile/cellulaire seront ouverts à la concurrence au cours de la première étape, pendant laquelle les fournisseurs nationaux exerceront de façon autonome. La fourniture d'équipements d'abonnés a été pleinement libéralisée à partir du 1^{er} avril 2001, pour les lignes individuelles comme pour les lignes multiples. La revente de minutes internationales a été partiellement libéralisée à compter de la même date et des licences pour les microstations (VSAT) seront accordées pendant la première étape. Les bénéficiaires en seront les réseaux privés tels que les centres d'appels, les agences de télémarketing et les centres de saisie de

données, qui jouent tous un rôle essentiel dans le développement des services de télécommunication et la création d'emplois à différents niveaux.

35. Ces faits nouveaux montrent que le secteur des télécommunications se réorganise dans l'intérêt des consommateurs. Il en résulte en particulier des possibilités nouvelles pour les entreprises, les professionnels des télécommunications, les techniciens et les investisseurs.

- **Construction**

36. La construction a été l'un des principaux moteurs de croissance en 1998 et en 1999. Néanmoins, en 2000, l'activité dans ce secteur a diminué de 4,6 pour cent. Ce changement n'est pas surprenant car il concorde parfaitement avec le caractère cyclique lié aux projets qui fait que des périodes d'activité intense sont suivies d'un léger ralentissement dû au décalage entre l'achèvement des grands projets et l'intensification des travaux concernant les nouveaux projets mis en chantier.

- **Aéroports et ports de mer**

37. Le gouvernement de Sainte-Lucie entend continuer à améliorer la majeure partie des installations et services à l'aéroport international d'Hewanorra. Il s'agira notamment de réaménager dans un souci d'efficacité les salles d'embarquement, les bureaux administratifs de l'aéroport, les bureaux des compagnies aériennes et d'autres emplacements de l'aérogare. L'accroissement des mouvements d'avions et de voyageurs à l'aéroport d'Hewanorra ainsi que la conception et l'agencement mal adaptés du terminal ont entraîné de graves problèmes d'encombrement dans toutes les zones de l'aéroport pendant les périodes de pointe.

38. Le gouvernement de Sainte-Lucie a constaté qu'il fallait faire une étude approfondie sur la rationalisation des ports du pays pour déterminer les besoins futurs en matière d'infrastructures et de services. Cette étude sera effectuée en 2001-2002.

- **Industries manufacturières**

39. Le secteur manufacturier est resté en difficulté en 2000. La croissance enregistrée au cours de l'année précédente s'est inversée lorsque la valeur ajoutée du secteur a fléchi de 4,0 pour cent et que sa part relative du PIB a baissé. Ce recul s'est fait particulièrement sentir dans les sous-secteurs des aliments et des boissons, des vêtements et des textiles, des ouvrages en papier, du bois et des ouvrages en bois. Le secteur n'a pas pu soutenir la concurrence à l'intérieur de la CARICOM et, à plus forte raison, dans le système commercial libéralisé.

40. La création récente de l'Association des industries manufacturières de Sainte-Lucie devrait permettre de mettre davantage l'accent et de stimuler le débat sur les difficultés et possibilités qui se présentent au secteur manufacturier. Entre autres choses, le gouvernement a l'intention de simplifier les procédures d'octroi d'avantages fiscaux et de les rendre plus systématiques.

ZONES FRANCHES

41. En promulguant la Loi n° 10 de 1990 sur les zones franches, Sainte-Lucie s'est donné les moyens de tirer profit des opérations dans les zones franches. La principale zone franche de distribution de marchandises (GDFZ), qui a commencé ses activités en octobre 2000, fonctionne comme une zone franche régionale consacrée exclusivement au commerce. La GDFZ est unique en son genre dans les Caraïbes orientales et est en passe de jouer un rôle de premier plan parmi les zones franches des Caraïbes orientales et des Caraïbes du Sud-Est pour fournir des biens de consommation à

forte valeur ajoutée et pour approvisionner le marché en expansion du tourisme dans la région. Elle attirera les négociants de la région qui pourront acheter des marchandises diverses en vue de les exporter. À court et à moyen terme, les exploitants dans la GDFZ devraient réaliser au moins 80 pour cent des échanges de marchandises dans la région.

42. La GDFZ applique une stratégie à moyen et à long terme axée sur la région et, à cette fin, invitera des sociétés solides et de bonne réputation à venir s'y implanter, en donnant la préférence à celles dont les motivations, objectifs et stratégies sont compatibles avec les objectifs de la GDFZ. Ces sociétés pourront œuvrer dans le commerce, la manutention de produits, l'expédition de marchandises ou choisir d'utiliser la GDFZ comme plate-forme commerciale régionale ou comme centre d'opérations avec les marchés régionaux. Lorsque environ 80 pour cent de l'espace dans la zone aura été loué, l'Administration de la zone franche a l'intention d'encourager la venue des sociétés, d'attirer et de fidéliser un nombre suffisant d'acheteurs et de faire mieux connaître la GDFZ sur les marchés régionaux.

INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT

43. Sainte-Lucie reconnaît que la puissance économique d'un pays et sa capacité de générer des taux de rendement de l'investissement compétitifs à l'échelle internationale jouent un rôle déterminant dans sa capacité d'attirer l'investissement étranger direct (IED). En outre, l'apport d'investissements est inestimable pour ce qui est d'améliorer les technologies nationales, de moderniser les méthodes de production, de commercialisation et de distribution, et de mettre en valeur les ressources humaines. À l'heure actuelle, Sainte-Lucie offre un environnement très favorable à l'investissement. Bien que certains domaines d'investissement soient réservés aux ressortissants du pays, des licences commerciales peuvent être accordées aux non-nationaux dans les cas où l'investissement local n'est pas suffisant ou lorsque la technologie nécessaire n'est pas disponible au niveau local. Dans la pratique, il n'y a aucun obstacle majeur à l'investissement étranger direct à Sainte-Lucie.

44. Le gouvernement de Sainte-Lucie envisage de s'atteler à la question de l'IED par le biais de deux principales initiatives. Premièrement, la Société de développement national (NDC) sera reconfigurée pour s'occuper principalement de la promotion de l'investissement. En vertu de la Loi n° 9 de 1971 instituant la NDC, celle-ci a pour principales fonctions de stimuler, faciliter et assurer le développement économique de Sainte-Lucie, y compris la mise en valeur des terres et l'expansion de l'industrie. Il est évident que, dans l'ensemble, la Société n'a pas atteint ces objectifs. C'est pourquoi le gouvernement a l'intention de créer une Société de développement du sud, qui se chargera des projets d'aménagement foncier dans le sud du pays tout en laissant certaines terres ayant une valeur stratégique sous le contrôle de la NDC. La NDC sera par la suite convertie en un "guichet unique" pour les investisseurs, lorsque la législation nécessaire sera promulguée pour la restructuration de la Société et la redéfinition de ses priorités.

45. Deuxièmement, s'agissant du secteur-clé du tourisme, le gouvernement a l'intention d'améliorer la transparence et la prévisibilité en uniformisant les critères régissant l'octroi d'incitations.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

46. Le gouvernement de Sainte-Lucie reconnaît que le commerce électronique a redéfini la manière de faire des affaires dans le monde entier. Cependant, il peut aussi saper la base des recettes fiscales du pays car il permet de contourner facilement les définitions et les dispositifs classiques en matière d'imposition.

47. Le Ministère du commerce a pris la tête du développement d'un secteur consacré au commerce électronique et une commission largement représentative a été constituée, composée de la Société nationale de développement, de la Chambre de commerce, du Groupe de la réforme de l'OECD, du Ministère des communications et d'autres parties concernées. Cable & Wireless, le principal fournisseur de services de télécommunication de Sainte-Lucie, y participe activement et a déjà promis d'aider à mettre sur pied un incubateur d'entreprises faisant du commerce électronique au sein duquel générer des transactions sous forme de commerce électronique.

PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

48. Le gouvernement reconnaît le rôle infiniment précieux que joue le secteur privé dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale. Dans le cadre de la Stratégie de développement du secteur privé, le Bureau des relations avec le secteur privé, créé en 1998, a engagé environ 2,4 millions de dollars des Caraïbes orientales dans des actions visant à améliorer l'environnement des entreprises et à renforcer la compétitivité des entreprises et des produits saint-luciens dans l'économie mondiale. Sur ce montant, quelque 1,9 million de dollars des Caraïbes orientales a été affecté directement à des sociétés et à des institutions du secteur privé. En outre, le Bureau des relations avec le secteur privé a consacré quelque 2,7 millions de dollars des Caraïbes orientales à un Fonds national pour la formation aux technologies qui a déjà approuvé son premier décaissement d'environ 0,5 million de dollars des Caraïbes orientales.

49. La Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Sainte-Lucie s'est engagée à se lancer dans des activités visant à accroître la sensibilisation et la compréhension du public envers l'environnement commercial mondial. À cette fin, les initiatives ci-après ont été retenues:

- planification d'ateliers et de conférences par secteur, en insistant sur les questions névralgiques touchant à l'Accord général sur le commerce des services;
- initiative d'une Conférence nationale sur les mécanismes de coordination des politiques commerciales en vue d'une plus grande intégration de la politique commerciale;
- publications hebdomadaires consacrées aux questions commerciales et à l'expansion du commerce pour tenir le secteur privé informé des sujets susceptibles de l'intéresser;
- déjeuners de travail axés sur des questions commerciales et participation à des conférences commerciales.

RÉFORME LÉGISLATIVE

50. Le gouvernement saint-lucien estime que la réforme législative est le fondement de la stratégie de modernisation, de restructuration et de réorientation de l'économie et de la société. En tant que tel, un programme complet de réforme juridique a été proposé. Cette réforme comportera un examen consultatif et participatif comprenant des contributions du secteur privé et de la société civile dans son ensemble. De plus, le gouvernement est en train de conclure un contrat avec une entreprise privée portant sur la révision de la totalité du recueil des lois du pays et sur la rédaction de suppléments annuels aux textes de loi révisés pendant sept (7) ans après l'achèvement de l'exercice de révision. Le gouvernement prévoit que le contrat sera signé fin avril 2001, de sorte que ce processus crucial de révision pourra commencer début juin 2001. Outre des initiatives d'un caractère général, il se propose aussi de procéder, à cet égard, à certaines interventions concrètes dans le domaine législatif.

- **ADPIC**

51. Pendant les années 2000 et 2001, sept nouveaux textes de loi ont été promulgués en matière de protection et de promotion des droits de propriété intellectuelle. L'examen par l'OMC de la législation saint-lucienne relative aux ADPIC a eu lieu en avril 2001. Des rapports préliminaires indiquent que la réaction des Membres de l'OMC a été très positive et qu'ils ont considéré la mise en œuvre par Sainte-Lucie de l'Accord sur les ADPIC, jusqu'ici, comme une réussite impressionnante. Le gouvernement poursuit ses efforts pour mettre le pays en totale conformité avec ses obligations législatives dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Une nouvelle Loi de 2001 sur les brevets est en passe de recevoir la sanction royale. Un projet de loi sur les variétés végétales, en cours d'examen pour le moment, sera promulgué plus tard en 2001.

- **Tourisme**

52. Sainte-Lucie a à cœur de créer le genre d'environnement législatif qui permettra de prendre des décisions rapides et souples dans le secteur touristique et offrira aux investisseurs potentiels un degré de certitude suffisant pour prendre leurs décisions d'investissement en connaissance de cause. Toutes les lois existantes relatives à ce secteur, y compris l'actuelle Loi n° 7 de 1996 sur les incitations fiscales pour le tourisme, seront révisées dans le but d'améliorer l'efficacité du régime juridique.

- **Régime de délivrance des permis aux étrangers**

53. L'actuelle Loi n° 9 de 1999 sur la délivrance des permis aux étrangers régit entre autres l'acquisition de terrains ou l'intérêt foncier, l'acquisition d'actions et de postes d'administrateurs dans des entreprises locales par des personnes répondant à la définition d'un "étranger". Le gouvernement saint-lucien admet qu'à la lumière des nouvelles réalités que sont la mondialisation et le rôle crucial des flux d'investissement dans le pays (essentiellement par le biais de coentreprises), dans l'environnement commercial compétitif actuel, il est fort possible que le régime existant limite une expansion commerciale salubre. Afin de faciliter une plus grande participation étrangère dans les coentreprises locales, il va entamer des consultations sur divers aspects de ce régime. Il est prévu que ces consultations se terminent avant la fin de l'année 2001, tout comme les modifications législatives.

- **Permis de travail**

54. Le gouvernement saint-lucien reverra et modernisera dans son intégralité la législation relative aux permis de travail. Cela est devenu nécessaire surtout depuis l'arrivée du Marché et de l'économie uniques de la CARICOM mais, plus important, cela représente un premier pas décisif dans la gestion de la liberté de circulation dans des frontières économiques plus vastes. Alors que le droit des Saint-Luciens à avoir un emploi dans leur propre pays sera protégé, il est nécessaire de simplifier les procédures et d'améliorer l'efficacité du dispositif régissant les permis de travail.

- **Société nationale de développement**

55. La Société nationale de développement a été créée en 1971 à titre d'agence d'investissement spécialisée. Au fil des ans, cependant, la Société a consacré des ressources très importantes à d'autres aspects de son portefeuille, au détriment de son mandat d'investissement. Par conséquent, l'État saint-lucien élaborera les instruments juridiques nécessaires pour faciliter la transformation de la Société nationale de développement en porte ouverte à l'investissement dans le pays. La nouvelle Société nationale de développement devrait, avec une rapidité et une efficacité accrues, faire office de guichet unique où l'investisseur peut mener à son terme l'intégralité du cycle d'investissement.

EXAMEN ET RENFORCEMENT DE LA LÉGISLATION COMMERCIALE

56. Le gouvernement saint-lucien est conscient de l'importance qu'il y a à examiner et, le cas échéant, à réviser le cadre législatif existant pour en garantir la conformité avec nos obligations commerciales internationales. Alors que nous avons entamé seuls cet exercice pour les ADPIC, les capacités locales ne suffisent pas au genre d'examen détaillé de la législation commerciale et liée au commerce qu'exige notamment l'Accord du Cycle d'Uruguay de 1995. Par conséquent, Sainte-Lucie se dispose à participer à un projet mené par le Secrétariat de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) visant à renforcer la législation commerciale dans les États de l'OECO. Ce projet comprendra entre autres un examen de la législation commerciale en place ainsi que des conventions internationales et régionales relatives au commerce actuellement applicables aux États membres, la législation régissant la vente et le transport internationaux de marchandises, le commerce des services et les paiements internationaux. De plus, ce projet devrait présenter des recommandations aux États membres quant aux stratégies et aux dispositifs à mettre en place pour harmoniser la législation liée au commerce dans la région.

IV. INTÉGRATION RÉGIONALE

57. Sainte-Lucie est membre du groupement de la CARICOM, dont l'objectif principal est de créer un marché et une économie uniques et de faciliter la coopération fonctionnelle dans l'agriculture, l'éducation, le tourisme et la prévention des catastrophes, notamment. Sainte-Lucie a signé tous les Protocoles portant modification du Traité de 1973 instituant la Communauté des Caraïbes.

58. Le Marché et l'économie uniques des Caraïbes constituent un seul marché pour les quatorze (14) pays membres de la CARICOM et visent à faciliter la libre circulation des marchandises, des services et des facteurs de production. L'un de leurs principaux objectifs consiste à garantir l'intégration effective et concurrentielle de la région dans le reste de l'économie mondiale grâce au regroupement et à l'utilisation judicieuse des ressources de la région.

59. Sainte-Lucie est, avec les autres États membres de la CARICOM, partie à des accords de libre-échange avec le Venezuela et la Colombie. Elle a également participé à la négociation d'un accord de libre-échange avec la République dominicaine, que celle-ci a ratifié récemment.

60. En juillet 2000, les membres de la CARICOM ont signé un pacte commercial avec Cuba visant à consolider les relations économiques entre La Havane et les membres de la Communauté. La signature de cet accord a représenté un pas de plus dans un processus continu d'approfondissement des liens tissés par la coopération entre La Havane et les Caraïbes anglophones. Par le passé, ces liens ont été cimentés sur une base bilatérale mais ce geste a porté l'effort au niveau multilatéral ou régional. La CARICOM a conscience que Cuba est une donnée de la vie quotidienne sur le plan économique, diplomatique et culturel, dans l'hémisphère occidental et en dehors.

V. PARTICIPATION À L'OMC

61. La participation de Sainte-Lucie aux activités de l'OMC et sa coordination de ces dernières se font aux niveaux local, sous-régional et régional.

CONSEIL SAINT-LUCIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

62. Le rythme rapide de la mondialisation et de la libéralisation des échanges a mis en lumière la nécessité de procéder à un examen et à des consultations continus, au niveau national, portant sur les diverses questions commerciales qui ont une incidence sur l'économie saint-lucienne.

63. À cette fin, le Ministère des affaires étrangères et du commerce international a créé le Conseil saint-lucien du commerce extérieur *"pour contribuer à l'avancement et à la protection des intérêts économiques de Sainte-Lucie en élaborant des positions et des stratégies nationales face aux questions commerciales internationales auxquelles Sainte-Lucie est confrontée"*. Le Conseil fait office d'organe consultatif pour le commerce et comprend des représentants des organisations des secteurs privé et public.

64. En raison de graves difficultés de trésorerie au sein du Ministère des affaires étrangères et du commerce international, l'engagement a été pris de collaborer avec le secteur privé pour veiller à ce que le Conseil parvienne à mener à bien son mandat.

ORGANISATION DES ÉTATS DES CARAÏBES ORIENTALES (OECO)

65. Au niveau sous-régional, l'OECO coordonne les questions liées à l'OMC et d'autres questions de commerce international et participe activement à l'éveil de la sensibilisation aux questions liées à l'OMC et d'un intérêt pour celles-ci. Le Secrétariat s'est aussi lancé dans des activités ayant pour but la coordination effective du premier examen de politique commerciale de la région.

PROJET SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE DE L'OECO

66. Le projet sur l'OECO, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), cherche à renforcer des aspects de la gestion de la politique commerciale au sein de l'OECO et au Secrétariat. Il est centré sur la formulation et la coordination de politiques et sur le renforcement des capacités internationales de négociation. Il cherche également à faciliter la mise au point d'accords commerciaux internationaux et offre une assistance technique aux niveaux national et sous-régional, s'adressant aussi bien au secteur privé qu'au public. Jusqu'ici, il a parrainé des séminaires et des ateliers, dans les pays Membres de l'OECO, portant sur diverses questions commerciales dont l'AGCS et l'Accord sur l'agriculture de l'OMC. Ce projet a récemment organisé une réflexion à haut niveau à Sainte-Lucie pour tenir les hauts fonctionnaires de l'OECO chargés des questions commerciales au fait de l'état de ces questions.

COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES (CARICOM) ET MÉCANISME RÉGIONAL DE NÉGOCIATION DES CARAÏBES

67. Au niveau régional, le Secrétariat de la CARICOM et le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes se sont vu confier la responsabilité de coordonner la participation de Sainte-Lucie aux activités de l'OMC. Le Mécanisme a été créé en avril 1997 par les gouvernements de la CARICOM pour formuler des stratégies en matière de commerce et mener des négociations pour le compte des pays Membres.

VI. COORDINATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OMC

ORGANISATION DES ÉTATS DES CARAÏBES ORIENTALES (OECO)

68. Au niveau sous-régional, l'OECO est le premier organe de coordination en ce qui concerne l'assistance technique de l'OMC.

COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES (CARICOM) ET MÉCANISME RÉGIONAL DE NÉGOCIATION DES CARAÏBES

69. En octobre 2000, le Secrétariat de la CARICOM et celui de l'OMC ont signé un Mémoire d'accord visant à mettre en œuvre un programme conjoint d'assistance technique à l'intention des États membres de la CARICOM. Ce programme devrait être axé sur les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des Accords de l'OMC ainsi que sur ceux soulevés par les nouvelles négociations. Sainte-Lucie est prête à en bénéficier.

70. Le Mécanisme de négociation est également investi de la responsabilité de réagir aux exigences techniques imposées par les négociations en cours.

VII. DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE**RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS**

71. De sévères difficultés de trésorerie continuent d'entraver les efforts de Sainte-Lucie pour respecter ses obligations dans le cadre de l'OMC. Le "Rapport sur l'évaluation de l'organisation et de la fonctionnalité" (juillet 2000) parrainé par le Projet sur la politique commerciale de l'OECD a mis en lumière des lacunes fondamentales en matière d'organisation et de fonctionnement qui retardent le développement et le progrès de la politique commerciale et empêchent Sainte-Lucie de participer valablement aux questions de commerce international.

72. Le besoin de coordination au niveau national, à savoir une coordination améliorée entre les principaux ministères et entre les organismes des secteurs public et privé, a été cité comme la condition *sine qua non* pour obtenir de véritables résultats. Parmi les autres problèmes mis en lumière, figurent le besoin de formation et de sensibilisation des intervenants afin de les motiver pour travailler sous forme d'équipe nationale, le besoin de formations en détachement, d'ateliers et d'exercices de simulation portant sur les politiques de l'OMC et en matière de commerce, ainsi que la nécessité d'avoir un secrétariat ou un animateur spécialisés pour accélérer les décisions prises au niveau de la coordination nationale.

73. Les conclusions de l'étude précitée font état de l'urgence qu'il y a à prendre des initiatives visant à créer un environnement favorable à l'élaboration de pratiques et de politiques commerciales efficaces et rationnelles et à l'adhésion à ces dernières.

CAPACITÉS TECHNIQUES

74. Il faut une assistance technique pour renforcer la capacité de Sainte-Lucie de remplir ses obligations au titre de l'OMC. Cette assistance est non négligeable, car il s'agit du seul dispositif important permettant à des pays en développement comme Sainte-Lucie de participer aux activités de l'OMC.

75. Ces dernières années, Sainte-Lucie a bénéficié de l'assistance technique de l'OMC dans des domaines tels que la mise sur pied d'un Centre de références en juin 1999. Elle a également participé à des ateliers/séminaires consacrés à l'accès aux marchés (Trinité-et-Tobago, juillet 1998), aux procédures de règlement des différends (Barbade, novembre 1998) et au Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Sainte-Lucie, juin 2000).

76. Deux membres d'administration ont participé au Stage de politique commerciale de 12 semaines à Genève. En outre, en 1999 et 2000, Sainte-Lucie a été représentée à la "Semaine de Genève" organisée à l'intention des délégations sans représentation à Genève et qui mettait les représentants des gouvernements en contact avec l'organisation et le fonctionnement de l'OMC.

77. Malgré l'aide qu'on lui a accordée à ce jour, Sainte-Lucie a besoin d'une assistance technique supplémentaire, notamment en ce qui concerne l'évaluation en douane, les mesures antidumping, les subventions et les mesures compensatoires, les licences d'importation, les questions agricoles, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce.

RESSOURCES HUMAINES

78. Le Ministère des affaires étrangères et du commerce international rencontre de très graves difficultés dans l'exercice de son mandat dans le domaine du commerce international. La Division du commerce et des affaires juridiques se compose de deux fonctionnaires chargés des questions de commerce international globales. Les préparatifs de ce premier examen des politiques commerciales se sont avérés être un travail de titan, surtout du point de vue de la compilation des données émanant de plusieurs ministères et organismes et du respect de délais rigoureux. Le Projet sur la politique commerciale de l'OECD a détaché un spécialiste universitaire de la recherche auprès du Ministère des affaires étrangères et du commerce international pour aider à recueillir, compiler et analyser les données commerciales.

79. Les préparatifs du réexamen de l'Accord sur les ADPIC ont aussi porté un rude coup aux très maigres ressources du Registre des sociétés et de la propriété intellectuelle. La date initialement prévue pour ce réexamen, en l'an 2000, a donc été changée en avril 2001 pour laisser suffisamment de temps pour l'examen et la révision des textes de loi qui sont nécessaires.

80. Sainte-Lucie n'a pas pu remplir entièrement les engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'OMC dans le domaine du respect des délais fixés pour la présentation des notifications, en raison, principalement, d'un manque de ressources. Les organismes responsables ont toutefois pris l'engagement de tenter de terminer leurs notifications avec un minimum de retard.

REPRÉSENTATION À GENÈVE

81. Sainte-Lucie est l'un des 28 Membres de l'OMC dépourvus de mission de représentation à Genève.

82. Bien que les pays de l'OECD soient Membres de l'OMC, la région n'a pas encore de bureau à Genève et ne peut donc pas participer au plein sens du terme aux travaux de l'OMC. La petitesse et la vulnérabilité des pays de l'OECD font qu'il est très important de mettre au point des stratégies en vue de leur participation active à l'OMC.

83. Une proposition a été distribuée sous forme de non-document de la part des Caraïbes et du Pacifique pour aménager des locaux qui aideraient les Membres de l'OMC en développement sans représentation à Genève à en avoir une en partenariat avec des organisations comme l'OMC, le Secrétariat du Commonwealth ou le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes. Sainte-Lucie est entièrement en faveur de cette initiative, qui renforcerait considérablement la participation des pays en développement à l'OMC.

VIII. NÉGOCIATIONS PRESCRITES

84. Sainte-Lucie, avec les autres pays de l'OECD, a entamé des préparatifs en vue des négociations dans les domaines des services et de l'agriculture. Certaines des préoccupations les plus importantes dans le domaine agricole concernent l'ouverture des possibilités d'accès aux marchés en même temps que la mise à disposition des moyens techniques et financiers grâce auxquels ces économies peuvent en bénéficier. En ce qui concerne les services, des lignes directrices et procédures pour les négociations ont été présentées à l'OMC.

IX. L'EXERCICE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

85. Le premier examen de politique commerciale de Sainte-Lucie et de l'OECD a demandé coordination et collaboration à tous les niveaux avec les secteurs public et privé. Au cours des premières phases, il était difficile d'amener toutes les parties concernées à collaborer, ce qui était peut-être dû à un manque de compréhension préalable de l'OMC en général et des exigences de l'examen en particulier. C'était aussi la première fois qu'une telle coopération avait jamais été demandée entre tant d'organismes dans le cadre du commerce international. En octobre 2000, toutefois, les réunions avec les fonctionnaires de l'OMC ont imprimé un élan à l'effort de collaboration dont celui-ci avait grand besoin. Les réunions avaient un nombreux auditoire et les participants donnaient volontiers les renseignements demandés. Il en est allé de même de la consultation nationale de deux jours qui s'est tenue les 5 et 6 mars 2001 autour du projet de rapport de l'OMC. Le Ministère des finances, qui préparait en même temps le budget national, s'est mobilisé pour assister aux réunions et fournir des données supplémentaires.

86. Le souci aigu qui ressort de cet exercice est la provenance des données obtenues d'une autre source que des gouvernements nationaux. Dans certains cas, les données utilisées dans le rapport du Secrétariat (dans ce cas, COMTRADE) divergeaient d'avec les statistiques nationales. Les pays ont été informés, pendant la réunion au niveau de l'OECD avec des fonctionnaires de l'OMC (12 au 16 mars 2001), que l'OMC a pour politique d'utiliser ces données en cas de non-concordance, car elles sont fournies sous une forme standard plus facilement assimilée dans le rapport de l'OMC et qui rend plus facile de vérifier la concordance. Sainte-Lucie estime que cette pratique devrait être réexaminée en urgence car elle est susceptible de déformer le profil économique véritable d'un pays.

X. CONCLUSION

87. Sainte-Lucie s'est engagée en faveur de la libéralisation des échanges internationaux, car elle reconnaît que celle-ci a une incidence sur la croissance économique et, par conséquent, sur le développement. En outre, elle reconnaît le lien direct qui existe entre les ressources économiques d'un pays et son bien-être social. Le pays croit en revanche que la libéralisation doit être vue comme un moyen au service d'une fin qui est la croissance économique et le développement, plutôt que comme une fin en soi.

88. Alors que Sainte-Lucie poursuivra ses efforts pour arriver au respect intégral de ses obligations en tant que Membre de l'OMC et améliorer sa participation aux délibérations de cette Organisation, il faut tenir compte du fait qu'étant un petit pays insulaire en développement, le pays est, ce faisant, confronté à des difficultés énormes aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur.

89. La petitesse a plusieurs conséquences sur la croissance et le développement. Les petites économies vulnérables comme Sainte-Lucie connaissent une volatilité plus élevée, dans leur poursuite de la croissance économique, que les économies plus grandes. Des considérations économiques essentielles (des ressources rares, un capital humain national limité, l'incapacité de réaliser des économies d'échelle, des moyens limités pour atteindre la diversification économique) entravent les

tentatives de mettre au point des avantages comparatifs et de parvenir à un développement économique durable.

90. Sainte-Lucie fait un effort considérable pour se diversifier et passer de l'agriculture aux services, et a ciblé le tourisme comme principal secteur de croissance. Cet élan n'est toutefois pas sans danger. Le développement de la base touristique existante et l'amélioration de l'offre touristique présupposent tous deux l'existence d'un secteur agricole viable. Étant donné la vulnérabilité du pays face aux catastrophes naturelles, cet aspect de la diversification n'offre qu'une solution partielle au problème posé par une croissance économique durable.

91. Les problèmes précités doivent être intégrés dans le processus d'évaluation des performances actuelles de Sainte-Lucie au sein du système de l'OMC mais ce qui est plus important, c'est qu'ils devraient peut-être occuper la première place à l'OMC, l'Organisation déterminant ce que le futur système commercial international peut raisonnablement exiger des petits États en développement.
